Deux Légendes

*Patrie des révoltés,
ses plus grandes œuvres sont des cris vers l'impossible.*

A. Camus

Si l'on examine attentivement la plupart des reportages qui ont été effectués sur l'Espagne, on pourrait y discerner l'existence de deux légendes qui s'y répètent et s'y entrecroisent jusqu'à la nausée. En effet, en dehors et en plus des différences qui découlent des diverses conceptions politiques, sociales ou religieuses, des auteurs de ces reportages, ou encore des hasards de leurs rencontres en Espagne, ou dans le milieu des exilés espagnols en France, deux faits semblent indiscutables (pour eux). On les retrouve dans tous les articles, comme une constante mathématique de la politique actuelle de l'Espagne. Le premier fait, que l'on peut constater dès 1946, est celui-ci : « Le peuple espagnol s'est uni autour du Caudillo, à la suite du blocus international. » Les causes qui auraient déterminé cette union sacrée seraient la fierté, la dignité nationale, l'amour de l'indépendance, qui sont, comme chacun le sait, à la base du caractère ibérique. Il n'y aurait qu'une question à poser au créateur de cette « constatation » : « Où sont les preuves de cette adhésion du peuple espagnol ? Comment a-t-on pu constater cette unanimité contre l'intervention étrangère ? »

Sur quels faits a-t-on bâti cette légende ?

La seconde légende - également donnée comme un fait - a trait à la guerre civile. Il paraîtrait évident aux yeux de tous les observateurs qualifiés des problèmes espagnols, que

la génération qui a fait la guerre, conserve encore le souvenir des horreurs de la lutte, et qu'elle accepterait n'importe quoi, à condition que ce « n'importe quoi » lui épargne une possible aventure guerrière.

Ici aussi, on aimerait savoir

quelles sont les sources, quelles sont les éléments d'information qui ont permis de faire naître cette deuxième légende ? Il se peut qu'elle ait une double origine : l'avis de quelques Espagnols (qui pour la plupart appartiennent au « syndicat des vainqueurs », et sont donc opposés à tout renversement, même pacifique, de la situation actuelle), et d'autre part un raisonnement, en apparence logique, démontrant que la génération qui a fait la guerre, n'éprouve ni désir ni besoin d'en faire une autre.

Les deux mythes reposent donc,

soit sur des impressions très partielles (recueillies parfois par des journalistes qui ne connaissent même pas la langue du pays) soit sur des transpositions historiques, ou encore sur des jugements qui ne sont que de hâtives généralisations de la pensée, des désirs et des craintes d'une certaine partie seulement du peuple espagnol.

Il y a transposition historique

(involontaire ou non, cela revient au même en fin de compte)

lorsque l'on compare la guerre de l'indépendance à

la situation actuelle. C'est toute l'Espagne qui, nous dit-on,

s'est dressée contre Napoléon. La défense de

la patrie a uni tous les Espagnols, réactionnaires ou

libéraux. Et ce serait le même phénomène

qui se serait produit en 1946 ? Non, il n'en est rien, et le

raisonnement même est faux. L'Espagne de 1808 n'a rien à

voir avec celle de 1946. La première était unie (par la

religion plutôt que par l'idée patriotique,

d'ailleurs) lorsque l'invasion française eut lieu ; et les

hommes qui s'étaient ralliés, spirituellement, au

principes révolutionnaires, ont collaboré, pour la

plupart, avec l'administration napoléonienne. L'Espagne

qui dut affronter le blocus diplomatique était (comme

elle est toujours) divisée par une guerre sans merci, qui fut suivie d'une répression impitoyable, farouche, ininterrompue, organisée et implacable. Et ceux des Espagnols qui avaient perdu la guerre (et nul effort ne fut épargné pour leur faire comprendre qu'ils avaient vraiment perdu la guerre !), c'est-à-dire les ouvriers, les intellectuels de gauche, les nationalistes basques et catalans, la petite-bourgeoisie libérale, souhaitaient, désiraient, attendaient, méritaient, non pas un blocus, stupide et inutile, mais une intervention décisive, armée si nécessaire.

C'est à la suite d'une situation politique identique que ces Espagnols auraient appris à haïr l'Amérique, ses hommes, ses institutions. Mais il faut se garder d'enfanter une nouvelle légende : haine, mépris, inimitié ont surgi, non pas à cause des bases américaines, mais parce que l'Amérique a consolidé, grâce à l'aide qu'elle lui apportait, le régime et l'autorité de Franco. Nous sommes loin de la guerre de l'Indépendance. Nous en sommes si loin que chaque fois que Franco lance son slogan : «Gibraltar para España », le peuple espagnol, le vrai (c'est-à-dire le vaincu) réclame «España para Gibraltar». Il n'oublie pas que le seul morceau de sol espagnol où existent certaines libertés démocratiques, c'est justement cette presque-île soumise à un régime colonialiste !

Pour en revenir à la légende de la peur de la guerre civile, il ne fait aucun doute que le « syndicat des vainqueurs », à tous les échelons hiérarchiques, craint une fin violente du système franquiste. Mais il n'est pas le pays, et se bat toujours par personne interposée. Et, parmi les vaincus, il n'est pas difficile, même pour les « experts », de trouver des hommes qui rêvent d'une autre guerre civile, ou, pour être plus exact, qui aimeraient continuer celle de 1936. Alors ? Alors, que l'on ne confonde pas vouloir et pouvoir. Le refus de tout recours à la violence est-il une opinion effectivement si répandue en

Espagne ? Je vous dirai que la réponse à cette question nous sera donnée - à vous, à moi, au monde entier - le jour où les possibilités de recommencer la guerre dépasseront le cadre d'un suicide collectif.

Ramón Porqueras